

EXTRAIT DU REGISTRÉ DES ARRÊTÉS DU MAIRE N° 20250211-01

**Domaine : Opération de maintenance téléphonique sur pylône
Route barrée Rue Gustave Mée (entre la rue des Buettes et la rue de l'ancienne église).
de la commune déléguée de Beaumesnil, commune nouvelle de MESNIL-EN-OUCHE**

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment l'article R 411-8,

Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice des pouvoirs de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,

Vu la demande présentée le 5 février 2025 par PHAN-VAN Nam représentant la société AXIANS 2 rue de la Tremblaie - CS 16 302 - 35063 RENNES CEDEX , en vue de réaliser une opération de maintenance téléphonique au sommet du pylône avec camion nacelle sur la commune déléguée de Beaumesnil.

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser l'occupation temporaire du domaine public les 6 et 7 mars 2025 – rue Gustave Mée (entre la rue des Buettes et la rue de l'ancienne église).

ARRÊTE

Article 1 – L'entreprise AXIANS est autorisée à réaliser une opération de maintenance téléphonique au sommet du pylône avec camion nacelle sur la rue Gustave Mée (entre la rue des Buettes et la rue de l'ancienne église). L'occupation de la chaussée entraînera une interdiction de circuler et de stationner à tous véhicules les 6 et 7 mars 2025 de 9h30 à 15h30.

Article 2 – Le pétitionnaire s'engage à laisser les lieux propres et à ce que qu'aucune dégradation ne soit faite.

Article 3 – Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Beaumesnil et Monsieur le Maire de Mesnil-en-Ouche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affiché-Notifié le 11/02/2025

Transmis le 11/02/2025

Fait à Beaumesnil, le 11/02/2025

La Maire déléguée,
Françoise PREYRE



Commune déléguée
de Beaumesnil

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.